

# **“L’Algérie, un peuple en marche vers la démocratie”**

**Soirée-débat organisée par Coup de Soleil LR**

**Montpellier Brasserie Le Dôme**

**12/03/2019**

**Contribution au débat de**

**Bachir DAHAK, Juriste et militant associatif,**

**Administrateur Coup de Soleil LR**

Ce dont nous allons parler ce soir et qui se déroule en Algérie depuis quelques semaines, c’est d’abord un mouvement exceptionnel, ensuite un mouvement intelligent, et enfin un mouvement de profonde rupture dont les causes réelles sont à chercher dans les données économiques d’un pays livré à un libéralisme au bilan catastrophique, d’un pays dont les ressources ont beaucoup baissé, d’un pays qui a recours à la planche à billets avec toutes les conséquences en termes d’inflation, de chômage ou d’effondrement du dinar.

Je ne sais pas si je vais trouver les mots pour dire ou décrire ce moment capital de l’histoire du pays d’autant que depuis hier soir un nouvel élément important est venu s’ajouter avec le coup d’Etat fomenté par le clan Bouteflika.

## **a/ un mouvement exceptionnel**

Toutes les manifestations qui se sont déroulées ces derniers jours ne ressemblent à aucun des nombreux mouvements de foules auxquels nous étions habitués en Algérie car très souvent c’est l’émeute et les dégradations qui prenaient le dessus, et très souvent en raison des provocations scandaleuses des forces de l’ordre.

Ce spectacle de la violence politique à répétition avait fini par désespérer certains acteurs politiques ou certains journalistes.

Or depuis le début des manifestations contre le 5 ème mandat, dans toutes les régions d’Algérie, ce qui prédomine c’est une discipline et un civisme exemplaires avec des jeunes qui vont jusqu’à nettoyer les rues et les places, des familles qui ont déposé des bouteilles d’eau sur le parcours des marches, ce qui

signifie que les algériens ont beaucoup appris des luttes précédentes mais aussi des expériences dans d'autres pays qui ont réussi des révolutions sans violence.

Certains anciens militants qui avaient perdu espoir d'une telle mobilisation, ont parlé de **miracle** et ils ne sont pas loin de la vérité. La qualité des slogans, la grande diversité sociale des manifestants et leur courage face aux forces de l'ordre tout ça a fait penser certains observateurs à d'autres manifestations historiques, celles de l'indépendance évidemment mais aussi celles du 11 Décembre 1960 à Alger et aussi celles de 1990 et 1992. Elles rappellent également la manifestation pacifique des ouvriers algériens à Paris le 17/10/1961.

Lors de la marche du 8 mars on a vu arriver des octogénaires dont les références politiques remontent parfois à avant 1954. On a vu une dame très âgée, dans une rue d'Alger, en train de chanter aux jeunes des chants patriotiques qui remontent à Messali Hadj, c'est-à-dire avant même le début de la guerre de libération.

C'est exceptionnel parce qu'il ne faut pas oublier qu'il y a seulement quelques **mois des médecins algériens ont été violemment réprimés** dans plusieurs villes du pays. Et si on remonte plus loin, en 2001 par exemple, on se rappelle le carnage réalisé par la gendarmerie en kabylie avec plus de cent morts.

Bref, dans ces marches, ces rassemblements, rien ne ressemble à l'Algérie d'avant Février 2019. Très rapidement, le poids immense de la jeunesse, et des étudiants en particulier, a montré qu'il s'agit du mouvement d'une nouvelle génération d'Algériens massivement connectés aux réseaux sociaux. Deux chiffres sont très significatifs : il y aurait 23 millions d'algériens sur Facebook et Twitter, et 30 millions d'algériens possèdent des smartphones, c'est-à-dire autant de possibilités de filmer et de témoigner à tout moment et en tout lieu, d'où, peut-être les hésitations à aller vers la répression classique.

Vous avez peut-être vu cette caricature de Dilem qui montre un policier débordé qui crie aux jeunes dans son mégaphone « **Retournez vers les réseaux sociaux** » ?

## **b / un mouvement intelligent**

Alors que les premières manifestations avaient d'abord pour objectif de refuser au Président Bouteflika un 5ème mandat, très rapidement, avant la grande marche du Vendredi 22 Février ou celle du 8 Mars, le mouvement, avec les quelques leaders qui commencent à apparaître, explique que la question du 5ème mandat est dépassée, qu'il s'agit d'aller au-delà, qu'il faut bousculer des institutions en faillite et n'accepter aucune réforme de ce régime. Les jeunes étudiants comprennent très vite les deux conséquences politiques de leur mouvement

**D'une part**, les policiers, n'ont pas réprimé les premières marches et la gendarmerie n'est pas venue en renfort comme cela se faisait avant ; ce qui signifie peut-être qu'au niveau du véritable pouvoir qui est l'armée, il y a de l'indécision, de la mésentente ou peut-être même un refus de sauver ce régime de la part de certains jeunes officiers. Les changements dans les discours du Chef d'Etat-major sont le signe de cette incertitude.

**D'autre part**, les marcheurs ont compris que la qualité de leurs slogans, leur immense civisme leur font gagner rapidement les faveurs de l'opinion publique mondiale et on lit des commentaires hallucinants en Europe et dans les pays du Moyen-Orient.

Ce n'est plus seulement une bataille interne mais bien une confrontation qui est observée, évaluée et saluée à chaque instant par les chancelleries internationales qui vont finir par expliquer à leurs gouvernements respectifs, contrairement aux menaces du gouvernement algérien, que même si la menace des islamistes est toujours d'actualité, cette fois-ci il s'agit bien d'un mouvement largement démocratique, républicain qui ne s'inscrit plus dans les divergences idéologiques des partis .

C'est pourquoi beaucoup de partis dits de l'opposition, démocrate et laïque ou islamiste, ont été balayés par les marcheurs qui ont expulsé de leurs marches aussi bien Louisa Hanoune patronne du PT, Ali Benflis, ancien premier ministre FLN, que Ali Ghediri, l'ex-général en retraite encore candidat à une élection présidentielle qui n'a plus de sens. Même le leader des islamistes Mr Mokri n'a pas vraiment osé venir au milieu des marcheurs.

Il est possible que pour l'instant les islamistes soient en train d'observer le mouvement avant de se décider d'agir ou de répondre à une sollicitation du pouvoir lui-même. Mais la grande différence par rapport aux années précédentes c'est que les islamistes ont été largement discrédités lorsqu'ils ont participé aux différents gouvernements, certains ministres et responsables de premier plan ont été impliqués dans plusieurs affaires de corruption sur des marchés publics. Par ailleurs l'image dégradée des saoudiens, des émiratis qui bombardent le Yemen et affament sa population, qui égorgent un opposant dans leur propre consulat, qui ne cachent plus leurs contacts politiques avec Israël, tout cela a des conséquences directes sur les islamistes qui peinent également à vendre une image positive d'Edogan , lui qui a emprisonné des milliers de journalistes et d'intellectuels.

Je peux ajouter aussi que dans plusieurs villes du pays, les algériens ont quitté leur mosquée en pleine prière pour désapprouver le discours pro-pouvoir de leur imam.

Dans une ville de l'intérieur, on a mis en tête de cortège trois ânes appelés respectivement FLN /RND et MSP, le MSP étant le parti islamiste qu'on appelait avant Hamas.

Les slogans surprennent par leur maturité politique, par la créativité, par l'humour qui continue à être en Algérie une belle forme de résistance au point que personne ne croyait vraiment qu'il s'agissait de manifestations en Algérie. Les exemples :

Avec une photo de Bouteflika visiblement énervé on lit « **Vos désirs font désordre** ».

Avec la photo d'un camembert de la marque Président, on a écrit : **Ce camembert pue moins que votre système** ».

Par ailleurs, un nombre important de pancartes est rédigé en anglais avec souvent un message politique très fort :

**“Dear USA, there is no oil left, so stay away unless if you want olive oil »**

Pour répondre à de des nombreuses menaces d'un scénario syrien exprimées par des ministres et même par Bouteflika lui-même le 08 Mars, une pancarte

brandie par un homme plutôt âgé portait le message suivant « **Nous sommes vaccinés contre le chaos** ».

Le premier ministre a même rappelé que le conflit en Syrie avait aussi commencé avec des fleurs, ce à quoi les jeunes ont répondu « **En Algérie, ça a commencé avec des fleurs et ça finira par votre départ** ».

Il y a aussi cette pancarte qui nous renvoie en France puisqu'il y était écrit :

« **Macron, si tu soutiens ce régime, nous soutenons les gilets jaunes par solidarité internationale** »

L'humour politique est partout dans les rues, une pancarte est rédigée ainsi :

« **Si vous avez l'intention de continuer, faites-nous un bon prix pour le vinaigre** »

A ce stade, je dois signaler que l'humour politique en Algérie est une tradition réelle et qu'à chaque situation politique les algériens ont inventé des réparties humoristiques géniales, parfois en utilisant les deux langues, le français et l'arabe. J'ai publié un recueil de cet humour politique algérien, aux dernières nouvelles il se vend bien en Algérie.

Dès hier soir, après l'annonce faite par le pouvoir, de nouveaux panneaux ont été inventés dont celui qui lui rappelle qu'il ne s'agit pas d'un match de football et qu'il n'y a pas de prolongations.

### **c/ un mouvement de profonde rupture**

Certains observateurs ont rappelé que ce type de liesse populaire avait été vécu par les algériens lors de leur qualification pour la coupe du monde mais l'écrivain journaliste Mustapha **Benfodil** précise « **Il s'agit de remettre l'Algérie sur l'orbite de l'histoire, dans le championnat des nations. Et c'est nous tous qui sommes l'équipe nationale** ».

C'est tellement vrai que le mouvement va enregistrer des victoires politiques et médiatiques considérables inédites et c'est pour cela qu'on parle de rupture.

-démission surprise de la journaliste du JT francophone depuis plus de quinze ans, soulèvement des journalistes de la télévision publique dans leur siège

-motion de soutien **des anciens combattants de la libération**, les moudjahidine qui sont une clientèle sociale traditionnelle du régime. Le point d'orgue est atteint lorsqu'on a vu parmi les marcheurs la moudjahida Djamil Bouhired, Yacef Saadi, le commandant Bouregaa.

-motion de soutien des enfants des martyrs de la révolution, des universitaires, de l'Ordre des médecins qui attaque le certificat médical de Bouteflika déposé dans son dossier de candidature.

-motion de soutien et **marche historique des avocats** qui demandent à être reçus par le Conseil Constitutionnel pour le rappeler à ses obligations légales. Voilà une catégorie professionnelle qui ne s'est jamais mobilisée de cette façon. Le spectacle était surréaliste de voir des avocats, les bâtonniers en tête, forcer un barrage de police.

Plus que celle des autres catégories professionnelles, celle des avocats, à travers tout le pays, est hautement symbolique.

D'abord parce qu'ils ont été au premier plan dans la défense collective des journalistes, des militants des droits de l'homme, des blogueurs.

Ensuite parce que leur mobilisation est au cœur du dispositif éthique et juridique porté par des jeunes qui ont accumulé les humiliations et les privations.

La mobilisation des avocats a été suivie par un mouvement tout aussi inédit, celui de mille magistrats qui ont constitué le « **Club des Juges** » décidés de ne pas encadrer les élections et surtout de ne pas juger les personnes arrêtées pendant ces manifestations. On parle aussi de la démission de cinq élus du Conseil de la Magistrature.

Cette mobilisation **des magistrats** est tout aussi symbolique parce **qu'au fond l'une des motivations de tout ce mouvement c'est bien l'absence d'un Etat de droit, c'est bien l'irruption prochaine des citoyens dans la vie publique. Je signale que le mouvement politique qui a le plus innové depuis un an renvoie à deux symboles significatifs, d'abord il s'appelle Mouatana , c'est-à-dire la Citoyenneté et ensuite il est dirigé par une femme Mme Zoubida Assoul , avocate et défenseuse des droits de l'homme.**

**Le mot « hogra » est aujourd'hui bien connu puisqu'il désigne ce sentiment de relégation, d'humiliation que l'on fait subir aux jeunes des classes populaires depuis de très nombreuses années. Le besoin de regagner ou retrouver leur dignité semble être le carburant le plus essentiel qui a alimenté la colère des marcheurs de tout le pays.**

Même si on ne le voit pas immédiatement, la qualité politique de ce mouvement est certainement le résultat du travail de la société civile en gestation des associations algériennes malgré la loi de 2012 qui a renforcé les contrôles administratifs et policiers, des partis politiques démocrates mais également d'une presse écrite qui est restée critique et vigilante malgré les

faibles moyens d'investigation qui lui sont permis. Il faut dire que Dilem et HIC , les deux caricaturistes de Liberté et d'El Watan entretiennent depuis de longues années le goût de la rébellion.

Il ne faut pas oublier le rôle de la diaspora algérienne qui apporte un soutien bruyant à Paris, Bruxelles, Marseille, ici à Montpellier et même les ingénieurs et scientifiques algériens exilés aux Etats Unis ont envoyé un texte de soutien.

Il ne faut pas oublier que depuis deux ou trois ans les mots de la révolte étaient scandés dans beaucoup de stades de football et ce sont les paroles très politisées des stades qui ont été beaucoup reprises dans les marches de ces derniers jours. Le rôle des jeunes issus des quartiers populaires a été déterminant.

Un journaliste sportif qui connaît très bien le monde du football m'avait dit fin 2016 que le jour où les chansons des stades seront reprises par la rue ce sera le début d'une révolution.

Là aussi ce sont les réseaux sociaux qui ont permis que les slogans traversent le pays tout entier.

### **Maintenant que peut-on dire de ce qui peut advenir demain ?**

Ce qui paraît évident c'est que le pouvoir algérien s'est lui-même mis dans ce piège du 5ème mandat pour lequel il a maintenu une candidature illégale et humiliante.

Et de l'autre côté le mouvement populaire aussi ne peut pas reculer ou accepter la moindre excuse à un régime en faillite déjà largement fissuré.

Avant le coup d'Etat constitutionnel d'hier soir, j'avais échafaudé trois scénarios :

**Le scénario du pire** serait que les faucons de l'armée, encouragés par tous les oligarques qui ont peur de perdre leurs avantages, engage une répression violente après avoir multiplié les provocations au sein même des manifestations. En remobilisant les islamistes, comme cela a été fait au début des années 90, le pouvoir pourrait réinstaurer l'état d'urgence et se présenter de nouveau comme le sauveur et le garant de la stabilité.

On a appris ce matin que la première personnalité reçue par le nouveau Premier Ministre est Mr TLIBA parfait représentant des fortunes scandaleuses, connu pour avoir mis la ville d'Annaba sous son autorité personnelle.

Il y a des signes qui font peur en pensant à ce scénario : on a vu au Telemly à Alger des jeunes qui vandalisaient un musée sous les yeux des policiers qui ne

sont pas intervenus puisqu'il a fallu que d'autres jeunes manifestants interviennent pour mettre fin au massacre de ce musée.  
Cette option reste encore possible bien que faible.

**Le scénario médian** serait qu'une partie de l'armée oblige le pouvoir actuel à accepter une institution de transition confiée à des sages qui nommeraient un gouvernement d'Union nationale dans lequel apparaîtraient peut-être des figures du mouvement actuel comme Zoubida Assoul, Sofiane Jilali, Mostefa Bouchachi ou Karim Tabbou pour en citer quelques-uns.

Or, même si on est à peu près dans ce scénario médian, il faut relever :

**a/** le pouvoir se réserve le droit de maîtriser les mécanismes de la transition et multiplie les provocations en nommant un ancien préfet très contesté comme Premier Ministre et deux diplomates, issus de ce régime.

**b/** le pouvoir continue dans la transgression des lois et de la Constitution, les opposants dénoncent déjà un coup de force.

Dans ce scénario, il y a une nette opposition entre ceux qui prévoient de faire travailler la justice pour enquêter sur l'origine des fortunes acquises sous Bouteflika et ceux qui souhaiteraient passer l'éponge pour éviter une instabilité encore plus longue.

**Le scénario idéal** serait que l'armée exprime ouvertement son soutien au mouvement populaire et s'engage à participer au renversement de tout ce régime et accompagner le pays et la société vers l'aspiration de tous les jeunes de cette génération extraordinaire qui est accompagnée par une floraison de chansons nouvelles.

L'option d'une armée populaire qui déciderait de s'allier à un peuple en mouvement n'est pas une lubie. Il y a deux exemples pour l'illustrer :

- La révolution des œillets au Portugal où des officiers ont décidé de désobéir à leur hiérarchie pour renverser la dictature de Salazar qui tenait le pays depuis 1933.

Comme en 1974, à Lisbonne, on a vu dans des villes algériennes des scènes de fraternisation entre les forces de l'ordre et les manifestants. Il y a un début à tout

- La révolution tunisienne dite du jasmin qui a des similitudes avec la situation algérienne. En 1991, ce sont 244 militaires tunisiens, tous grades confondus, qui sont arrêtés et torturés dans les locaux du Ministère de l'Intérieur. Cette humiliation explique en partie pourquoi l'armée tunisienne a décidé de protéger la révolution et d'éviter le chaos à son pays. Lorsque Tunis est occupée par des milliers de manifestants venus de toute la Tunisie, il n'y a aucune autorité civile capable d'y faire



face et on a vu le Chef d'Etat-major venir au milieu des insurgés pour proposer une solution à la crise.

Evidemment que les algériens souhaitent en réalité que leur armée n'ait pas à se mêler de la vie politique mais dans cette crise exceptionnellement grave vers laquelle le clan Bouteflika veut amener le pays, son rôle pourrait être déterminant soit dans un sens soit dans l'autre.

On ne peut pas éviter d'aborder sérieusement cette question de l'armée car c'est bien d'elle que va dépendre l'option qui sera retenue par nos putschistes.

Les militaires savent le risque politique qu'ils prendraient en participant à une répression qui serait certainement catastrophique pour le pays mais qui aurait des conséquences judiciaires internationales (le cas de Gbagbo en Côte d'Ivoire qui est passé par la case TPI) pour tous ceux qui auront été identifiés comme commanditaires ou même exécutants .

\*\*\*